Compétence et repérages politiques en France et aux Etats-Unis : une contribution au modèle de 'l'électeur raisonnant'

Vincent Tiberj

▶ **To cite this version:**

Vincent Tiberj. Compétence et repérages politiques en France et aux Etats-Unis : une contribution au modèle de 'l'électeur raisonnant'. Revue Française de Science Politique, 2004, 54 (2), pp.261 - 287. 10.3917/rfsp.542.0261 . hal-03458693

HAL Id: hal-03458693

https://sciencespo.hal.science/hal-03458693

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

COMPÉTENCE ET REPÉRAGE POLITIQUES EN FRANCE ET AUX ÉTATS-UNIS : UNE CONTRIBUTION AU MODÈLE DE « L'ÉLECTEUR RAISONNANT »

VINCENT TIBERJ

Les citoyens ordinaires sont-ils capables de se repérer dans le champ politique ? Décident-ils en connaissance de cause au moment de voter ? Après tout, le champ politique est un champ spécialisé, organisé en fonction de concepts, de logiques d'opposition et de structuration qui lui sont propres, tels l'axe gauche/droite ou libéral/conservateur, autour des acteurs spécialisés que sont les partis et les « professionnels » de la politique. Il obéit également à un agenda qui lui est spécifique, distinct du temps social. Or, la maîtrise de ce champ par les citoyens dits « ordinaires » ne va pas forcément de soi.

Ce débat sur la compétence, en France, ou la sophistication politique, aux États-Unis, existe depuis les premiers pas du suffrage universel [1]. La norme démocratique est celle d'un citoyen éclairé, informé, intéressé par la chose publique et investi dans les affaires de la cité. C'est le citoyen rationnel-actif, tel que le définissent Almond et Verba [2], conception que l'on retrouve également dans la plupart des manuels d'instruction civique [3]. Or, les premières enquêtes par sondage menées auprès d'échantillons d'électeurs montrent que la réalité est bien différente de cette vision théorique de la démocratie.

Ainsi, dans *The American Voter* [4], Philip Converse estimait que la majorité des électeurs ne disposait pas d'opinions politiques stables et cohérentes. Par conséquent, seule une minorité des électeurs, estimée à moins d'un sur cinq lors de l'élection présidentielle de 1956, était à même d'évaluer les candidats en fonction de critères spécifiquement politiques. Le reste de l'échantillon ne pouvait le faire qu'en utilisant comme repère son milieu social ou celui du candidat, ou bien en se fondant sur un ou plusieurs enjeu(x) important(s) à ses yeux, ou enfin en appréciant la personnalité des candidats [5].

1. Il revient d'ailleurs périodiquement, à chaque moment où l'extension du droit de suffrage s'est posée, que ce soit pour les femmes, les Afro-Américains – que les États du Sud ségrégationniste soumettaient à des tests de connaissances, par exemple – ou par l'abaissement de l'âge minimal.

2. Gabriel Almond, Sidney Verba, *The Civic Culture*, Princeton, Princeton University Press, 1963, p. 31.

3. Cf. Yves Déloye, *École et citoyenneté : l'individualisme républicain de Jules Ferry à Vichy, controverses*, Paris, Presses de Sciences Po, 1994.

4. Angus Campbell, Philip Converse, Warren Miller, Donald Stokes, *The American Voter*, New York, Wiley, 1960.

5. Ces résultats ont d'ailleurs été confirmés par Eric Ran Smith dans les années 1980 aux États-Unis (Eric Ran Smith, *The Unchanging American Voter*, Berkeley, University of California Press, 1989).

Revue française de science politique, vol. 54, n° 2, avril 2004, p. 261-287.
© 2004 Presses de Sciences Po.

En France, Daniel Gaxie et Pierre Bourdieu [1] dénoncent le « cens caché » qui, face à la professionnalisation croissante du champ politique, ferait de la majorité des citoyens des profanes, ne disposant ni de la compétence objective ni du sentiment d'être fondé à avoir une opinion (compétence subjective), leur permettant de porter un jugement politique sur le politique. La compétence politique serait inégalement répartie dans l'électorat et sa distribution en son sein serait relativement bien calquée sur les structures de la hiérarchie sociale : plus les individus sont diplômés, plus grandes seraient leurs chances d'être politiquement compétents. Il en irait de même avec l'élévation du niveau de revenu ou des hommes comparés aux femmes. Il existe cependant des phénomènes de compensation des handicaps sociaux, comme l'ont montré Guy Michelat et Michel Simon [2]. On retrouve en politique, comme dans d'autres champs sociaux, des autodidactes, des individus ayant acquis, autrement que par les moyens académiques traditionnels, les connaissances nécessaires à l'exercice de la citoyenneté. Le savoir politique peut s'obtenir en suivant différents trajets d'apprentissage (comme le syndicalisme ou la socialisation familiale).

Si l'on excepte ces quelques autodidactes et la petite minorité d'individus sophistiqués, la majorité du corps électoral ne serait pas à même de raisonner en politique selon ses logiques spécifiques. Le politique, domaine de tous, n'est-il réellement à la portée cognitive que de quelques-uns ?

LE CITOYEN RATIONNEL-ACTIF ET L'ÉLECTEUR RAISONNANT

LE MODÈLE

Les conclusions énoncées par les auteurs du « paradigme minimaliste » [3], selon l'expression de Paul Sniderman, dépendent pourtant du modèle théorique du citoyen, de la norme à partir de laquelle la vérification empirique est établie. Plus hautes seront les exigences, plus rares seront les électeurs qui les atteignent. Or, il existe un modèle alternatif à celui du citoyen rationnel-actif : « l'électeur raisonnant » [4]. Ce modèle se fonde sur la limitation des ressources temporelles et cognitives des individus et sur le coût entraîné par toute cognition. Acquérir des informations, les traiter et procéder à un choix sont autant d'activités cognitives qui induisent un coût pour l'acteur. Or, confrontés à une pluralité de champs (famille, travail, etc.), les individus doivent arbitrer entre ceux-ci et ainsi répartir leurs ressources cognitives,

1. Pierre Bourdieu, « Question de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 16, 1977, p. 55-89 ; Daniel Gaxie, *Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1978.

2. Guy Michelat, Michel Simon, « Les "sans-réponse" aux questions politiques : rôles imposés et compensation des handicaps », *Pouvoirs*, 33, 1985, p. 81-114.

3. Paul Sniderman, « The New Look in Public Opinion Research », dans Ada Finifter (ed.), *Political Science : The State of the Discipline II*, Washington, APSA, 1993, p. 219-245.

4. C'est la traduction de l'expression anglaise « *reasoning voter* », qui apparaît dans la littérature américaine au début des années 1990, avec notamment l'ouvrage de Samuel Popkin, *The Reasoning Voter : Communication and Persuasion in Presidential Campaigns*, Chicago, University of Chicago Press, 1991. On peut l'assimiler à une déclinaison au politique de l'avare cognitif d'Herbert Simon (cf. notamment Herbert Simon, *Reason in Human Affairs*, Oxford, Blackwell, 1983).

gérer leurs moyens limités. Par conséquent, ils s'investissent, plus ou moins, dans chacun d'entre eux et, quand ils le font, c'est à moindre coût. Il en va probablement ainsi du politique. Le temps et l'investissement que les individus lui consacrent dépendent certes de l'intérêt qu'ils lui portent et celui-ci est variable ; mais les électeurs, y compris les plus intéressés d'entre eux, ne sont probablement que des « citoyens à temps partiel », pour lesquels ce rôle social n'occupe qu'une faible partie de leurs activités quotidiennes.

Dans ce cadre, les électeurs tendent à minimiser le coût des cognitions politiques en utilisant des raccourcis cognitifs et des modes « économiques » de raisonnement, comme les schémas [1] ou les heuristiques [2]. La conclusion principale de ce courant de recherche est que les électeurs ordinaires, compte tenu du temps limité et des informations lacunaires dont ils disposent, réussissent remarquablement bien à prendre certaines décisions en politique, contrairement à ce que pensent les minimalistes.

Toutefois, cette thèse est elle-même aujourd'hui combattue par Loïc Blondiaux en France [3] ou critiquée de l'intérieur aux États-Unis par des auteurs comme James Kuklinski et Paul Quirk [4]. Les critiques portent notamment sur le fait que les applications du modèle de l'électeur raisonnant se fondent sur une rationalité procédurale et non une rationalité substantive. Si, par exemple, les électeurs ordinaires déterminent leur vote à une élection en fonction de la personnalité des candidats, le processus de décision est rationnel en procédure, mais est-ce un choix rationnel pour autant ? Est-il cohérent avec leurs préférences politiques ? Ont-ils même des préférences politiques ?

HYPOTHÈSES ET PLAN DE VALIDATION EMPIRIQUE

Une des manières de répondre à ces critiques et de vérifier l'apport du modèle de l'électeur raisonnant est d'énoncer les conditions nécessaires pour que la prise de décision dans le cadre d'une information limitée en politique soit rationnelle en procédure, que les heuristiques utilisées par les citoyens ordinaires soient pertinentes. La principale condition est que soit intégré, dans le processus cognitif utilisé, ce qui fait la spécificité d'un raisonnement politique, à savoir les catégories politiques. Autant les individus peuvent utiliser différents moyens pour raisonner en politique, y compris des

1. Cf. notamment David C. King, Richard E. Matland, « Sex and the Grand Old Party : An Experimental Investigation of the Effect of Candidate Sex on Support for a Republican Candidate », *American Politics Research*, 31 (6), novembre 2003.

2. Cf. Paul Sniderman, Richard Brody, Philip Tetlock, *Reasoning and Choice*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991 ; Milton Lodge, Kathleen McGraw (eds), *Political Judgment : Structure and Process*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1994 ; Samuel Popkin, *op. cit.*, 1994.

3. Loïc Blondiaux, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique*, 46 (5), octobre 1996, p. 753-791.

4. James Kuklinski, Paul Quirk, « Reconsidering the Rational Public : Cognition, Heuristics and Mass Opinion », dans Arthur Lupia, Mathew McCubbins, Samuel Popkin (eds), *Elements of Reason : Cognition, Choice and the Bounds of Rationality*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 153-182. Les schémas ont également été critiqué. Cf. notamment James Kuklinski, Robert Luskin, John Bolland, « Where Is the Schema ? Behind the "S" Word in Political Psychology », *American Political Science Review*, 85 (4), décembre 1999, p. 1341-1356.

moyens non politiques, autant il est nécessaire, pour qu'ils appréhendent la spécificité du politique, donc l'étendue des choix auxquels ils sont confrontés, de disposer de repères et concepts proprement politiques [1]. Ici, ce sont les conditions d'utilisation et de maîtrise par les individus des catégories politiques qu'il convient de vérifier, et non le fait qu'ils suivent automatiquement dans leurs choix politiques effectifs leurs préférences politiques, s'ils en ont.

On tentera de montrer que la maîtrise des catégories politiques est mieux répartie dans l'électorat que les minimalistes semblent le penser, donc que le politique est à la portée de la très grande majorité des électeurs. On essayera également de mettre en évidence que les électeurs, même peu intéressés, sont à même de manier ces catégories politiques quand il le faut, notamment au moment de faire le choix d'un président, par exemple.

Les logiques d'organisation de l'espace politique, que ce soit l'axe gauche/droite en France ou l'axe libéral/conservateur aux États-Unis, et les systèmes de partis peuvent constituer ces catégories politiques nécessaires au raisonnement. Les deux axes constituent un moyen à la fois « économique » et pertinent pour que les individus se repèrent en politique et repèrent les acteurs qui y évoluent (c'est d'ailleurs l'usage médiatique qui en est fait dans ces deux pays). Les partis peuvent remplir les mêmes fonctions de définition individuelle, mais aussi de repérage des acteurs politiques, en particulier des candidats [2]. On pourra remarquer que ce rôle de repère accordé aux axes libéral/conservateur ou gauche/droite et aux systèmes de partis est reconnu par nombre d'auteurs, même si la primauté des uns sur les autres, notamment concernant leur influence sur le vote, fait encore débat pour le cas français [3].

Pour que ces concepts et groupes politiques constituent bien les catégories politiques nécessaires et suffisantes à l'élaboration d'un raisonnement politique, deux conditions doivent être remplies. Premièrement, ils doivent avoir une existence cognitive. Autrement dit, il faut que les individus puissent se situer sur l'axe gauche/droite

1. Pierre Bourdieu, par exemple, envisage l'utilisation des catégories morales pour l'élaboration des opinions politiques. Or, le problème de ce type d'heuristiques morales, puisqu'elles sont bien des moyens « économiques » de production d'une opinion, est qu'il leur manque la dimension proprement politique. N'est pas prise en compte la spécificité du champ dans lequel la décision ou l'opinion produite s'appliquent (Pierre Boudieu, art. cité).

2. Certes en France, les partis sont moins « pérennes » que les notions de gauche et de droite, mais, par définition, ils disposent d'une durée de vie plus longue que les individus qui les animent (cf. Joseph La Palombara, Myron Weiner, *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966) et, donc, peuvent servir de repères politiques, d'autant que les courants politiques qu'ils incarnent sont souvent plus anciens que l'organisation politique elle-même (cf. Colette Ysmal « Les partis politiques aujourd'hui », dans Jean-Luc Parodi (dir.), *Institutions et vie politique*, Paris, La Documentation Française, 3e éd., 2003, p. 79-86).

3. Sur cette problématique générale des repères politiques, de leurs types et de leur hiérarchie cognitive, on peut rappeler, notamment, les travaux d'Annick Percheron (*L'univers politique des enfants*, Paris, Presses de Sciences Po, 1974), mais aussi la controverse ayant opposé notamment Annick Percheron, Michael Lewis-Beck, Roy Pierce et Philip Converse (Philip Converse, Roy Pierce, « Comment on Fleury and Lewis-Beck : "Anchoring the French Voter : Ideology versus Party" », *Journal of Politics*, 55 (4), novembre 1993, p. 1110-1117 ; Christopher Fleury, Michael Lewis-Beck, « Anchoring the French Voter : Ideology versus Party », *Journal of Politics*, 55 (4), 1993, p. 1100-1109 ; Annick Percheron, Kent Jennings, « Political Continuities in French Families. A new Perspective on an Old Controversy », *Comparative Politics*, 13 (4), juillet 1981, p. 421-436). On en trouve également trace dans le chapitre conclusif de Daniel Boy et Nonna Mayer, dans *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

ou libéral/conservateur et se définir face aux partis politiques. Deuxièmement, ils doivent être effectivement utilisés comme mode de repérage, c'est-à-dire que les électeurs les mobilisent au moment d'un choix.

On appréhendera ici la capacité des individus à se situer en politique tant positivement que négativement. La logique positive du repérage politique est souvent la seule étudiée par la plupart des travaux sur la question. Mais cette manière de faire aboutit à tronquer le répertoire cognitif dont peuvent disposer les électeurs et donc, à minorer leur capacité de raisonnement. C'est notamment le cas quand Pierre Bourdieu parle de dépendance à l'égard du parti dont les électeurs les moins politisés se sentent proches, supposant qu'en agissant ainsi, ils sont tributaires de l'organisation à laquelle ils délèguent le monopole de production des opinions [1]. Mais c'est oublier que disposer de repères négatifs, comme se situer contre d'autres partis politiques, peut être tout aussi utile dans l'élaboration d'un choix politique, que ce soit celui d'une politique publique à privilégier ou d'un vote [2].

La maîtrise et l'usage des catégories politiques seront vérifiés en utilisant deux enquêtes réalisées lors de l'élection présidentielle de 1995 en France par le CEVIPOF et lors de l'élection présidentielle de 1996 aux États-Unis, dans le cadre des NES [3].

Le choix de ces deux terrains empiriques se justifie pour plusieurs raisons. Dans les deux pays, l'élection présidentielle est l'événement politique le plus mobilisateur, donc celui auquel les électeurs « ordinaires » ont le plus de chances de participer et de s'investir cognitivement et temporellement en politique. Ensuite, comparer ces deux communautés politiques est motivé par le différentiel d'offre : outre-Atlantique, un système bipartisan (ou approchant) *a priori* assez simple à maîtriser, un système multipartisan en France, donc plus complexe à appréhender (sans compter que les électeurs français doivent faire deux choix, au lieu d'un pour leurs homologues américains).

Enfin, on ne peut négliger l'utilisation largement plus développée aux États-Unis qu'en France des moyens de persuasion politique, les techniques de marketing électoral, qui devraient d'autant plus peser sur les cognitions des citoyens « ordinaires » que ces derniers devraient être moins protégés par la fonction de filtre des informations induit par la maîtrise d'une idéologie [4]. À cet égard, l'élection de 1996 devrait être un terrain d'expérience encore plus favorable que d'ordinaire dans la mesure où elle présentait une configuration d'offre pouvant troubler les repères politiques classiques. Elle a mis aux prises un président sortant, Bill Clinton, faisant campagne au centre, et un challenger républicain, Bob Dole, issu du courant modéré du *Great Old Party.* La

1. Pierre Bourdieu, art. cité, p. 71.

2. Paul Sniderman, Richard Brody, Philip Tetlock, *op. cit.* ; Helena Catt, *Voting Behavior : A Radical Critique*, New York, Leicester University Press, 1996.

3. L'enquête française a été effectuée par la SOFRES, en face à face, au lendemain du second tour de l'élection présidentielle de 1995, du 8 au 23 mai, auprès d'un échantillon national de 4 078 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales, construit selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) et stratifié par région et catégorie d'agglomération. L'enquête américaine consiste en deux séries d'entretiens en face à face, la première effectuée entre le 4 septembre et le 3 novembre 1996 et la seconde entre le 5 novembre et le 20 novembre 1996, auprès d'un échantillon de 1 714 personnes (pour la première phase), puis de 1 526 personnes (pour la seconde), représentatif de la population américaine en âge de voter, par la méthode aléatoire (pour plus d'informations : <http://www.umich.edu/~nes>).

4. Cf. John Zaller, *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

distance politique entre les deux candidats était donc *a priori* plus faible qu'à l'accoutumée [1]. À cela s'ajoutait la présence d'un candidat indépendant, Ross Perot, dont la notoriété acquise en 1992 était suffisante pour troubler le tête-à-tête des deux candidats traditionnels [2].

La capacité des individus à utiliser une logique d'organisation politique (l'axe gauche/droite et son équivalent fonctionnel américain, l'axe libéral/conservateur) sera évaluée en vérifiant s'ils savent se situer sur l'axe et y situer l'offre politique, et en analysant l'influence de la sophistication politique sur cette aptitude. Dans un deuxième temps, on appréciera dans quelle mesure les rapports positifs et négatifs aux partis politiques (identification ou proximité partisane, antipathie partisane) sont tributaires du niveau de sophistication politique. Enfin, l'usage des catégories politiques sera testé à partir des réponses apportées par les personnes interrogées sur les thermomètres de sympathie des deux grands candidats français et américains. Nous avons choisi sciemment cet exemple de cognition en politique [3] à cause des multiples raisons pouvant amener un individu à déclarer une sympathie ou une antipathie pour un candidat : des raisons politiques, mais aussi des raisons de personnalité. Si l'on suit les tenants du paradigme minimaliste, on peut s'attendre à ce que moins l'électeur sera « sophistiqué », plus grandes seront ses chances de juger les candidats sur des critères non politiques (les électeurs les plus compétents ayant tendance à recourir systématiquement à leur idéologie, donc à juger « politiquement » les candidats, y compris pour ces questions de « personnalité »).

LA MAÎTRISE D'UN PRINCIPE DE CLASSEMENT POLITIQUE

Pour statuer sur la capacité des électeurs à se situer sur un *continuum* politique, que ce soit l'axe gauche/droite en France [4] ou l'axe libéral/conservateur aux États-Unis, nous avons choisi de mener l'analyse en deux temps [5]. Dans un premier temps,

1. En particulier par rapport à 1992, où Bill Clinton avait choisi de se différencier par une campagne à gauche, insistant sur les problèmes sociaux internes aux États-Unis.

2. Pour plus de références contextuelles, cf. Gerald Pomper (ed.), *The Election of 1996 : Reports and Interpretations*, Chatham, Chatham House Publishers, 1997, et Paul Abramson, John Aldrich, David Rohde, *Change and Continuity in the 1996 and 1998 Elections*, Washington, CQ Press, 1999.

3. Certains pourraient penser que la sympathie pour un candidat, parce qu'elle réfère à l'affectif, n'est pas une cognition. À notre sens, ce serait se faire une idée fausse des modes de raisonnement individuel, l'affectif et le cognitif étant bien souvent imbriqués, que ce soit lors de la phase d'évaluation amenant à juger d'un homme politique ou d'une politique ou comme le résultat d'une cognition (cf. George Marcus, W. Neuman, Michael MacKuen, *Affective Intelligence and Political Judgment*, Chicago, The University of Chicago Press, 2000 ; Milton Lodge, Kathleen McGraw, Patrick Stroh, « An Impression-Driven Model of Candidate Evaluation », *American Political Science Review*, 83, 1989, p. 399-420).

4. Bien que la pertinence de cet axe soit régulièrement mise en question, tant par les observateurs de la vie politique que par les électeurs eux-mêmes, il reste, à notre avis, un mode essentiel de repérage et d'organisation de l'espace politique. À cet égard, les appels incantatoires réguliers à le dépasser sont la preuve de sa pertinence, au moins du point de vue de l'offre politique.

5. Les deux axes prennent la forme, dans les enquêtes utilisées, d'un axe en sept modalités, dont la modalité 4 constitue le centre en France ou le « milieu de la route » aux États-Unis, les cases 1 à 3, la gauche ou le camp libéral, les cases 5 à 7, la droite ou le camp conservateur.

nous opposerons les sans-réponses aux individus choisissant un placement sur l'axe, quel qu'il soit. Dans un deuxième temps, nous analyserons le placement sur la modalité centrale des deux axes contre le choix d'un camp politique (gauche ou droite, libéral ou conservateur). Les libellés des questions françaises et américaines utilisées dans cet article sont reproduits en annexe.

Pour la première analyse, on peut penser que les individus ne se placent pas sur l'axe parce qu'ils ne savent pas le faire [1]. C'est ce que nous vérifierons. Pour la deuxième analyse, nous partons du principe que le placement en case centrale ne constitue pas *a priori* une deuxième modalité de sans-réponse, contrairement à la conception qui voudrait que les « centristes » ne soient qu'un marais [2], des individus qui ne maîtrisent pas les notions recouvertes par l'axe, ce qui équivaudrait à les fusionner avec les non-réponses. Si on avait suivi ce postulat, une seule analyse aurait suffi.

Une réponse au centre peut être le produit de plusieurs logiques, certaines amenant à remettre en question la capacité des individus à maîtriser les notions recouvertes par l'axe et d'autres à statuer positivement sur cette aptitude. L'individu peut se placer au centre parce qu'il se sent ni de gauche ni de droite, ce qui équivaut à une définition négative de soi-même face aux deux camps politiques. Dès lors, il a une idée de ce que gauche et droite recouvrent. Cette réponse peut également être la conséquence d'un véritable centrisme politique construit en concurrence avec les idéologies et partis de gauche et de droite, même si on sait que les individus concernés sont minoritaires. Autant de raisons qui justifient une analyse en deux étapes. En évaluant l'incidence du niveau de sophistication politique, on pourra donc statuer sur la nature du placement en case centrale : modalité de non-réponse ou non ?

UNE MODÉLISATION DE LA SOPHISTICATION POLITIQUE

Reste à choisir les variables indépendantes qui entreront dans la composition de notre modèle, ce qui nécessite de définir empiriquement la compétence politique. Elle a été ici appréhendée comme une variable latente, non directement mesurable, nous l'avons donc modélisée. Comme le fait remarquer Pierre Bourdieu, elle ne peut être assimilée uniquement à un stock de connaissances politiques, elle est également subjective [3] et s'exprime à travers le sentiment d'avoir le « droit à la parole » politique. Elle ne peut donc être limitée à une variable mesurant les connaissance politiques individuelles ou, à défaut, au niveau d'éducation des individus, tout comme on ne peut la réduire à un sentiment « d'aliénation » politique [4], l'aliénation n'induisant pas automatiquement la méconnaissance. La littérature existante permet de distinguer plusieurs variables pouvant approcher les effets de la sophistication politique, même si celles-ci peuvent se compenser entre elles [5]. Pour l'approcher empiriquement, nous avons donc utilisé une modélisation prenant en compte à la fois les variables socio-

1. En cela, nous ne prenons pas en compte l'hypothèse selon laquelle les personnes interrogées refusent de publiciser leurs préférences politiques. Les deux questions concernant ce point étant placées relativement tard dans deux questionnaires comportant essentiellement des questions politiques, on peut d'ailleurs penser que cette possibilité est marginale.

2. Selon l'expression d'Émeric Deutsch, Pierre Weil et Denis Lindon (*Les familles politiques aujourd'hui en France*, Paris, Minuit, 1966).

3. Pierre Bourdieu, art. cité, p. 69.

4. Selon l'expression de Robert Lane (*Political Man*, New York, Free Press, 1972).

5. Guy Michelat, Michel Simon, art. cité.

culturelles (sexe, âge, diplôme, revenu, classe sociale, avec en plus, aux États-Unis, l'origine ethnique) et les variables mesurant l'investissement de l'individu en politique (intérêt politique dans les deux pays, avec en plus, aux États-Unis, le niveau d'information politique). Ce modèle n'est pas forcément le plus parcimonieux, d'autres alternatives théoriques étant possibles, mais il a le mérite d'appréhender simultanément les différentes origines du niveau de compétence politique et les éventuels effets de compensation entre variables indépendantes [1].

SE SITUER : UNE AFFAIRE DE CENS ?

Les structures de réponses pour les questions de placement, pourtant équivalentes tant par leur libellé que pour leur objectif, diffèrent considérablement entre les deux systèmes politiques étudiés : 22,5 % de sans-réponses au placement sur l'axe libéral/conservateur aux États-Unis en 1996, 23,5 % de placement au « milieu de la route » et 54 % de placement dans l'un des deux camps, alors qu'en France, en 1995, à peine 2 % des interviewés n'ont pas répondu, 25 % d'entre eux se sont placés au centre et 73 % à gauche ou à droite. Il semblerait que l'axe libéral/conservateur soit moins connu aux États-Unis que son équivalent fonctionnel français. Cependant, les interviewés américains peuvent également avoir un rapport à la non-réponse différent de leurs homologues français, les premiers admettant plus souvent ne pas savoir. On devrait alors retrouver plus de fausses attitudes dans les réponses des Français, à travers le placement en case centrale, par exemple.

Tableau 1. Part de variance expliquée par le modèle de la sophistication politique

	En France	*Aux États-Unis*
Non-réponse contre placement	0,5 %	18 %
Placement au centre contre autres placements	6 %	10 %

Il nous faut maintenant évaluer la part d'explication fournie par le niveau de sophistication politique sur le refus de répondre, d'une part, et sur le placement au centre, d'autre part. Pour cela, nous avons mené deux séries de régressions logistiques, qui permettent de vérifier l'influence de chacune des variables de la compétence politique sur la probabilité de ne pas répondre (ou de se placer au centre), toutes choses égales par ailleurs.

Les parts de variance expliquée par les modèles de la sophistication justifient *a posteriori* notre plan d'analyse, au moins pour le cas français. Si on avait mené une seule analyse, ne serait pas apparue la très faible incidence de la sophistication politique sur la non-réponse, en France. Le placement sur l'axe gauche/droite ne semble donc pas induire l'autocensure montrée par Pierre Bourdieu pour un grand nombre de questions politiques.

Les parts de variance expliquée permettent également de conclure que le placement sur l'axe libéral/conservateur est beaucoup plus sensible au niveau individuel de sophistication politique que le placement sur l'axe gauche/droite [2]. C'est notamment

1. Par exemple, une femme peu diplômée peut être tout aussi capable de mener à bien une cognition politique qu'un homme bachelier, si elle s'intéresse plus à la politique.

2. Les résultats détaillés des modèles de régression utilisés dans cet article sont fournis en annexe.

le cas pour l'analyse des sans-réponses. En France, seul le niveau d'intérêt politique semble influer, et encore, marginalement [1]. Les différences de probabilités pour une non-réponse sont autrement plus fortes outre-Atlantique, les variables les plus discriminantes étant d'abord le diplôme, puis l'intérêt politique [2], sachant que le second ne compense pas les effets du niveau d'éducation. Un autodidacte américain de la politique aura autant de chances de ne pas répondre à cette question qu'un interviewé de même niveau d'étude qui se déclare peu intéressé, alors qu'en France, il existe une prime, certes limitée, à l'autodidacte face à un diplômé peu intéressé.

L'influence du niveau de sophistication politique aux États-Unis ne se limite pas à la déclaration ou non d'un placement, mais se retrouve également pour le choix du « milieu de la route » plutôt que d'un camp politique. Le diplôme est encore la variable la plus discriminante et, de nouveau, les niveaux d'intérêt et d'information politiques ne compensent pas cet effet : parmi les diplômés de *High School* et moins, 39 % se placent au centre quand ils sont peu intéressés et 36 % quand ils sont très intéressés.

La maîtrise des notions de « libéral » et « conservateur » et leur utilisation pour se définir en politique semblent donc inégalement réparties dans la société américaine et l'influence prépondérante du diplôme incite à penser que ces notions ne s'acquièrent qu'à travers la fréquentation de l'enseignement supérieur américain. Le fait que l'investissement de l'individu en politique, mesuré notamment par l'intérêt qu'il y porte, ne permette pas de compenser les handicaps du diplôme nous renforce dans l'hypothèse que les notions que recouvre cet axe sont bien socialement censitaires, au sens que donne Daniel Gaxie [3] à ce terme.

LA POLYSÉMIE DE L'INTÉRÊT POLITIQUE EN FRANCE

La situation est différente en France, où l'intérêt politique est, dans les deux régressions, la variable la plus discriminante, particulièrement dans le second cas. À elle seule, cette variable explique 5,5 % de part de variance pour le placement au centre : 44 % des « pas du tout intéressés » se situent au centre, ainsi que 29,5 % des « peu intéressés », 19 % des « assez intéressés » et 12 % des « très intéressés ». Les variables socioculturelles n'ont qu'une influence marginale. Cette variable étant, par construction, la plus approchante du niveau de compétence politique, on pourrait conclure, au moins pour une partie des citoyens ordinaires, qu'ils ne maîtrisent pas ce que gauche et droite veulent dire, donc que le niveau de sophistication, bien que dans des proportions moindres qu'aux États-Unis, a bien une influence sur la maîtrise des catégories politiques.

Mais cette influence de l'intérêt politique peut provenir d'autres logiques que le seul niveau de sophistication politique des individus. Ainsi, Gérard Grunberg a démontré le lien fort entre intérêt politique et confiance politique :

1. Le modèle oppose les « pas du tout intéressés » au reste de l'échantillon, sachant qu'à peine 5 % des premiers ne se placent pas sur l'axe.

2. 50 % des individus ayant effectué moins de 11 ans d'études ne se placent pas sur l'axe libéral/conservateur, 31 % pour les diplômés d'une *High School*, 15 % chez les individus ayant fréquenté le supérieur américain, et 5 % des titulaires d'un BA.

3. Daniel Gaxie, *op. cit.*

> « Je crois […] que, dans de très nombreux cas et sans nier l'importance de la sophistication politique dans le processus de formation et d'expression des opinions, un faible intérêt pour la politique signifie en réalité le rejet du politique au sens où les acteurs politiques seraient délégitimés aux yeux des citoyens du fait de leur refus de prendre en compte certaines demandes de ces citoyens. Dans cette optique, ce ne sont pas les citoyens qui seraient incapables de constituer des problèmes comme politiques, ni d'avoir une opinion politique sur ces problèmes, mais le système politique qui ne serait pas, aux yeux des citoyens, capable de prendre en charge politiquement, voire de les constituer comme politiques, les problèmes en question. » [1]

Un fort intérêt irait alors souvent de pair avec une acceptation des règles du jeu politique (notamment, une proximité partisane forte) et la confiance dans le système politique. Un faible intérêt induirait des attitudes inverses : une méfiance à l'égard de la classe politique, mais aussi un rejet des partis traditionnels et, donc, des camps qu'ils incarnent. Déclarer un désintérêt pour la politique au moment d'un entretien peut donc être une réponse polysémique.

Le fait que les « peu ou pas du tout intéressés » se placent plus souvent au centre peut alors s'interpréter de différentes façons : comme une méconnaissance de leur part des notions que recouvre l'axe, mais aussi comme un rejet et de la gauche et de la droite, ce qui impliquerait que gauche et droite ont bien un sens pour ces personnes. D'ailleurs, dans l'enquête de 1995, le placement sur l'axe gauche/droite a été mesuré à deux reprises : dans sa forme traditionnelle en sept positions et dans une question à trois modalités de réponses (plutôt de gauche, plutôt de droite, ni de gauche ni de droite). Or, 76 % des « ni de gauche ni de droite » se placent au centre à la question de placement traditionnelle, ce qui laisserait penser que les individus concernés raisonnent bien selon une logique négative par rapport aux deux camps politiques français. Mais cette cohérence des deux réponses peut également s'interpréter comme une persistance de la non-réponse, une non-attitude mesurée à deux reprises. Il est donc nécessaire de poursuivre l'analyse du rapport aux notions de gauche et de droite. La capacité des individus à situer les composantes de l'offre politique sur l'axe gauche/droite permettrait alors de répondre à cette question : l'influence de l'intérêt sur l'autopositionnement est-elle l'expression d'une méconnaissance des notions de gauche et de droite, ou bien une réponse politique de rejet ? De plus, cette analyse permettra d'avancer dans l'évaluation de la maîtrise globale par les électeurs ordinaires des catégories cognitives spécifiques au politique.

LA CAPACITÉ À SITUER LES ACTEURS POLITIQUES

Les questions de placement des partis et candidats sur un axe politique sont *a priori* des questions complexes, en ce que l'individu, s'il ne sait pas à quoi réfère l'axe ou bien les partis et les candidats qu'il doit situer sur cet axe, n'a aucun moyen de compenser ses handicaps au moment de l'entretien, si ce n'est la réponse de hasard ou l'abstention. Les sources potentielles d'erreur peuvent avoir différentes causes : soit elles sont induites par l'outil de mesure tel qu'il est proposé, soit c'est la méconnaissance de l'acteur politique à placer qui est source d'erreur. Ces erreurs peuvent être,

1. Gérard Grunberg, « Sondages et participation politique », dans Bertrand Badie, Pascal Perrineau (dir.), *Le citoyen*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 181.

plus ou moins, rédhibitoires en termes de compréhension et d'évaluation des connaissances du système politique. Mal placer Philippe de Villiers en 1995, par exemple, n'a pas la même importance que situer Jean-Marie Le Pen à gauche.

Il existe probablement un effet de la sophistication politique sur la somme des connaissances individuelles à l'égard des alternatives politiques. Cependant, par construction, le modèle de l'électeur raisonnant ici défendu n'implique pas comme condition, pour être validé, que la capacité à raisonner politiquement soit liée à une connaissance exhaustive des alternatives politiques, à la différence du modèle du citoyen rationnel-actif. L'objectif étant ici de déterminer si les individus maîtrisent ou non les notions de gauche et de droite, il convient de limiter les erreurs provenant de la méconnaissance de certains partis et candidats secondaires.

COMMENT DÉFINIR UN PLACEMENT CORRECT ?

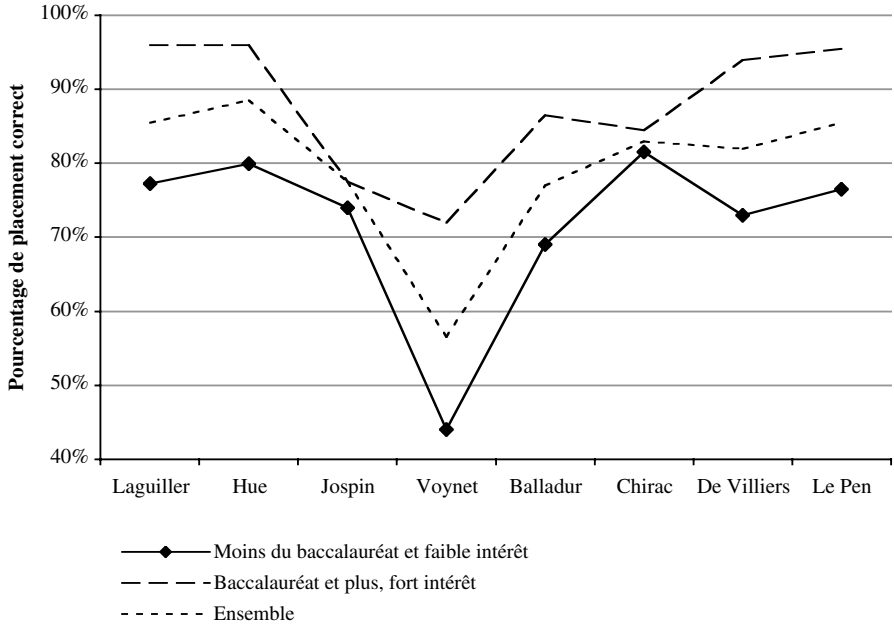
La mesure d'une bonne réponse, ici utilisée, est donc construite en fonction de ces objectifs. Contrairement à certaines des mesures proposées par Robert Luskin, Bruno Cautrès et Sherry Lawrence dans leur article [1], on ne contrôlera pas si les individus placent correctement ou non les partis ou les candidats les uns par rapport aux autres. Ensuite, comme chacune des cases possibles des axes gauche/droite et libéral/conservateur ne correspond à aucun contenu déterminé (comme cela aurait pu être le cas si les modalités de réponse avaient été présentées expressément comme « extrême gauche », « gauche », « centre gauche »), il est probable que chaque personne interrogée leur donne un sens différent. Par conséquent, les placements possibles ont été réduits ici à trois, au lieu de sept à l'origine : gauche, centre et droite en France, libéral, « milieu de la route » et conservateur aux États-Unis. En revanche, la modalité centrale a été considérée systématiquement comme une mauvaise réponse, chacun des acteurs présents lors des deux élections ayant soit clairement revendiqué son appartenance à l'un ou l'autre camp, soit y ayant été situé par les observateurs politiques (c'est le cas notamment de Ross Perot et de Jean-Marie Le Pen).

Une réponse est donc considérée comme juste si l'individu a placé dans son camp chacun des partis et candidats. Indépendamment de la maîtrise des deux axes par les personnes interrogées, on pourra mesurer la saillance des différents acteurs, certains étant plus faciles à situer que d'autres. Les personnes interrogées ont été regroupées en quatre groupes, en fonction de leur niveau d'intérêt et de leur niveau de diplôme [2].

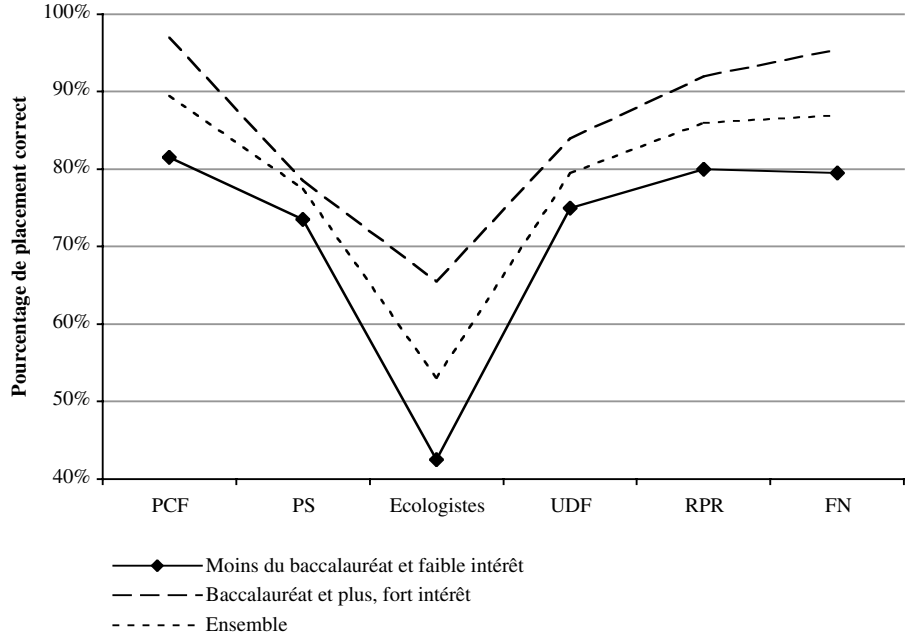
1. Robert Luskin, Bruno Cautrès, Sherry Lawrence, « Measuring Political Sophistication in France », texte non publié, 2003, cf. également Robert Luskin, Bruno Cautrès, « La connaissance politique et ses effets en France », papier présenté au congrès de l'Association française de science politique, Rennes, 1999.

2. Ces deux variables constituent la meilleure approximation à deux variables des variations constatées dans les échantillons. Chacune d'entre elles a été recodée en deux catégories. Dans les graphiques n'apparaissent que les deux groupes extrêmes et la « moyenne » des échantillons.

Graphique 1 : Pourcentage de placement correct des candidats
par niveau d'études et intérêt politique



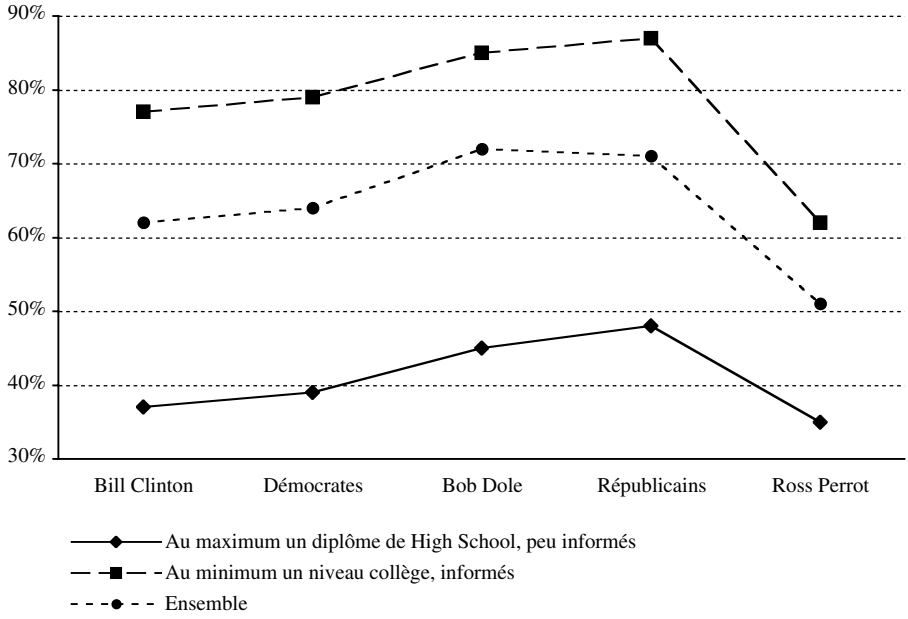
Graphique 2 : Pourcentage de placement correct des partis
par niveau d'études et intérêt politique



Comme le montrent les graphiques 1 et 2 en comparaison avec le graphique 3, la capacité à situer partis et candidats est relativement bien répartie dans l'échantillon français, à la différence de l'échantillon américain. Si on excepte Dominique Voynet et le parti écologiste, dont les positionnements dans l'espace politique sont les plus sensibles au niveau de sophistication politique en 1995, on ne peut qu'être frappé par la capacité des citoyens dits ordinaires à placer correctement les composantes de l'offre politique française dans l'espace gauche/droite. Exception faite des deux cas déjà mentionnés, les pourcentages de placement correct pour les « peu diplômés peu intéressés » oscillent entre 69 % et 81,5 %. Cette capacité est d'autant plus surprenante que le système politique français est complexe et comprend des partis et candidats marginaux en termes de poids électoral et de notoriété.

Même les citoyens français peu politisés connaissent relativement bien les notions de gauche et de droite, les composantes principales de l'offre politique et leur positionnement dans l'espace politique. Ce constat nous permet une conclusion sur l'influence de l'intérêt politique sur le placement individuel : il semble bien que le placement au centre soit plus motivé par le refus de la gauche et de la droite plutôt que par leur méconnaissance. En effet, quand la dimension individuelle de prise de position politique disparaît, ce qui est le cas dans les questions de placement des acteurs politiques, les citoyens peu ou pas du tout intéressés utilisent correctement ces notions, montrant ainsi qu'ils les maîtrisent. Ils disposent donc de catégories politiques et semblent être à même de raisonner politiquement sur le politique [1], même si certains refusent de se placer à gauche ou à droite.

Graphique 3 : Pourcentage de placement correct des partis et candidats américains par niveau d'éducation et information politique



1. Le placement des acteurs politiques peut être d'ailleurs lui-même une réponse politique : certains individus tendent à minimiser leur distance avec les acteurs qui leur sont politiquement proches et à maximiser la distance avec les acteurs qui leur sont politiquement opposés, première indication des deux logiques, positive et négative, du repérage politique.

En revanche, les résultats obtenus aux États-Unis sont confirmés par les réponses aux questions de placement correspondantes. Le taux de placement correct des « peu informés peu diplômés » est très faible (entre 35,5 % et 48 % de placement juste), à tel point qu'on ne peut exclure statistiquement qu'ils aient répondu au hasard (ils avaient alors 42 % de chances de placer le parti ou le candidat dans le bon camp s'ils avaient procédé ainsi). On constate également que le candidat et le Parti républicains sont plus souvent situés dans le camp conservateur que le candidat et le Parti démocrates dans le camp libéral, quel que soit le niveau de sophistication politique des individus, effet probable du contexte politique immédiat, les républicains ayant considérablement durci leur positionnement politique après leur victoire aux *midterm elections* de 1994, recourrant à l'obstruction parlementaire systématique des propositions présidentielles et tentant d'appliquer un des programmes les plus conservateurs des dernières décennies.

L'INFLUENCE DU SYSTÈME POLITIQUE SUR LA CONSTRUCTION COGNITIVE DES CHOIX POLITIQUES

On pourrait alors en déduire que la majorité des citoyens américains, à la différence de leurs homologues français, ne dispose pas des catégories cognitives nécessaires pour raisonner sur la politique en fonction de concepts qui lui sont propres. Mais ce serait conclure bien hâtivement. Sur ces points, deux sources d'erreur coexistent : savoir ce que les concepts libéral et conservateur signifient et connaître les acteurs politiques à placer dans les deux camps. Or, on constate chez les électeurs les moins politisés une corrélation forte entre les placements des couples parti/candidat démocrate et républicain. Bill Clinton est placé sur l'axe libéral/conservateur de la même manière que les démocrates et il en va de même pour Bob Dole et le parti qui le soutient, et ce, même si leur placement est lui-même incorrect [1]. Il y a donc bien aux États-Unis un effet de la sophistication politique sur la maîtrise des notions de libéral et de conservateur, ce qui n'est pas le cas en France, mais il semblerait que les grands candidats et les deux partis, ainsi que les relations systémiques qui les unissent et les opposent soient connus.

Intervient ici une variable contextuelle que nous avons sciemment laissée hors de l'analyse, le système politique lui-même et son incidence sur la construction des choix politiques. En France, les électeurs font face à une offre multipartisane, la maîtrise d'un principe de classement comme l'axe gauche/droite est donc nécessaire pour se repérer parmi les messages et programmes politiques auxquels ils sont confrontés. Faute de quoi, ils risquent de se perdre dans les clivages idéologiques internes à chacun des camps politiques, confondant alors gaullistes, démocrates-chrétiens et libéraux, communistes, écologistes, trotskistes et socialistes, par exemple. De plus, compte tenu du mode de scrutin et du système de partis, une simple proximité partisane n'est pas suffisante pour se repérer à toutes les élections : l'absence d'un candidat investi par le parti dont l'électeur se sent proche, le désistement au second tour au profit d'un autre parti, la nécessité de reporter son suffrage sont autant de situations courantes pour l'électeur français et, s'il ne dispose pas de l'axe gauche/droite pour se repérer, elles peuvent lui paraître insolubles.

1. Pour le couple Bob Dole/Parti républicain, la corrélation entre les deux placements est de 0.52 pour les individus peu diplômés peu informés et de 0.62 pour ceux diplômés informés. Pour le couple Bill Clinton/Parti démocrate, on passe d'une corrélation de 0.63 à 0.68.

En revanche, aux États-Unis, la majorité des choix politiques auxquels les individus sont confrontés sont construits autour des deux grands partis. C'est le cas de la plupart des choix électoraux, du niveau local au niveau fédéral – et compte tenu du nombre de postes à pourvoir, du responsable local de la voirie au président, l'affiliation partisane est parfois indispensable pour que l'électeur s'y retrouve –, mais aussi des propositions de politiques publiques soumises à référendum. Généralement, à l'échelle d'un État, celles-ci sont fréquentes et portent sur des sujets extrêmement divers, comme le régime légal des jeux de hasard, l'euthanasie ou encore l'usage médicinal du cannabis. Face à cette hétérogénéité des sujets à traiter, le fait que chacune des propositions soit généralement soutenue par l'un des deux grands partis est une aide appréciable au raisonnement individuel. Il n'est donc pas nécessaire pour les électeurs de maîtriser, en sus d'un rapport aux partis, l'axe libéral/conservateur pour mener à bien un raisonnement sur le politique sur des bases spécifiquement politiques, les partis tendant, par leurs prises de positions, à construire et incarner les alternatives à choisir.

UN AUTRE MODE DE REPÉRAGE POLITIQUE : LE RAPPORT AUX PARTIS

C'est pourquoi, avant de trancher sur la maîtrise ou non des catégories politiques par les électeurs américains, il est nécessaire d'analyser leur rapport aux deux grands partis et de vérifier s'ils sont à même de se définir face à eux, tant positivement que négativement.

Nous insistons sur ces deux logiques en réponse à une des théories de Pierre Bourdieu. Celui-ci envisage, pour les citoyens les moins politisés, que la proximité partisane est le résultat d'un choix « à deux degrés » : « Le choix d'un parti politique au sens, cette fois, d'organisation investie d'une délégation en matière politique et fournissant une "ligne" politique sur un ensemble de problèmes qu'il contribue à constituer comme politiques et choix des réponses conformes à la "ligne" définie par ce parti ou délégation à ce parti du soin de répondre (c'est le sens de certaines non-réponses) » [1]. Elle s'assimile alors à un rapport de dépendance, une remise de soi au parti préféré des électeurs les moins sophistiqués. Cette dépendance est d'autant plus vraisemblable que Pierre Bourdieu insiste sur la tendance des citoyens ordinaires à l'autocensure, leur propension à se nier le droit à la parole en politique.

Cette théorie ne se vérifie probablement pas en France, où la connaissance des acteurs politiques et de leur position dans l'espace politique est bien répartie dans l'électorat. En revanche, cela peut être le cas aux États-Unis, compte tenu des précédents résultats. Toutefois, si les électeurs les moins politisés disposent, en plus d'un lien partisan, d'un parti « repoussoir », la théorie de la dépendance ne sera pas validée, l'électeur étant à même de se fonder sur plusieurs repères politiques pour élaborer une opinion.

1. Pierre Bourdieu, art. cité.

Nous définirons, pour les deux terrains empiriques, le lien partisan comme une logique positive à l'égard d'un parti, même si la proximité partisane française n'a pas la même signification que l'identification partisane aux États-Unis. Sera considérée comme disposant d'un lien partisan toute personne interrogée ayant déclaré s'identifier ou pencher pour un parti aux États-Unis, ou s'étant déclarée proche (ou le moins éloignée) d'un parti en France.

Tableau 2. Part de variance expliquée par le modèle de la sophistication politique sur la déclaration d'un lien partisan

	En France	*Aux États-Unis*
Part de variance expliquée	6 %	4 %

Les parts de variance expliquée sont nettement plus proches pour les deux pays que lors des analyses précédentes. Le niveau individuel de sophistication politique pèse beaucoup moins aux États-Unis dans la déclaration d'un parti préféré, en comparaison avec le placement sur l'axe libéral/conservateur. Même s'il existe des différences significatives entre les Américains interrogés au regard de l'intérêt et de l'information politiques, aucune des variables socioculturelles n'est retenue comme significative dans le modèle [1]. 77 % des personnes interrogées peu informées et peu intéressées déclarent un lien partisan, contre 98,5 % de celles très informées ou 97 % de celles très intéressées. Il y a bien un effet de la sophistication politique, mais il est loin d'être aussi massif que dans le cadre du positionnement sur l'axe libéral/conservateur. Une très large majorité des citoyens ordinaires est à même de choisir un parti, donc potentiellement de disposer d'un mode politique de hiérarchisation des candidats, voire des politiques publiques que ceux-ci proposent.

Dans le cas français, l'intérêt politique s'avère être la variable la plus discriminante (5 % de la variance expliquée à elle seule). 32 % des « pas du tout intéressés » sont des *apartisans* contre 14 % des « peu intéressés » et 6 % des « assez ou très intéressés ». Mais ici encore, on peut s'interroger sur la nature de l'effet induit par cette variable. Les *apartisans* peu intéressés connaissent les partis puisqu'ils sont entre 72 % et 86,5 % à les placer correctement à gauche ou à droite, exception faite des écologistes. L'*apartisanisme* en France, tout au moins en 1995, procède donc plutôt d'un refus de s'inscrire dans le jeu politique que d'une méconnaissance du politique.

En revanche, les *apartisans* aux États-Unis ne disposent d'aucun repère politique (que ce soit par l'axe libéral/conservateur ou le rapport aux partis). Ils ne représentent que 10 % de l'échantillon, mais au final, plus de deux électeurs « ordinaires » sur trois disposent d'au moins un lien partisan pour se repérer en politique.

1. Cf. résultats détaillés en annexe.

LE RAPPORT PARTISAN NÉGATIF

Reste à statuer sur la capacité des électeurs à déterminer un parti repoussoir, un lien partisan négatif qui constitue un repère politique probablement tout aussi utilisé que le parti préféré. Pour faire un choix, l'individu peut recourir à deux stratégies : soit par l'élimination (donc le suivi d'une logique négative), soit par l'adhésion (donc une logique positive). Se pose aussi la question de la validité de la théorie de la dépendance au parti préféré aux États-Unis. En effet, disposer de deux repères, c'est sortir du tête-à-tête avec le parti préféré, donc briser le monopole et la dépendance qui pourrait en résulter. Pour déterminer si les électeurs « ordinaires » américains disposent d'un repère négatif dans le champ politique, nous avons analysé la « température » moyenne de la sympathie pour le parti adverse, telle qu'elle est mesurée sur un thermomètre allant de 0° à 100°. Si la moyenne n'est pas statistiquement différente de 50°, ce qui correspond littéralement à une réponse « ce parti me fait ni chaud ni froid », on pourra conclure que le parti adverse n'a pas les caractéristiques suffisantes pour constituer un repère négatif puisqu'il suscite l'apathie.

Tableau 3. Le rapport négatif au parti adverse chez les partisans américains

	Démocrates face aux républicains		*Républicains face aux démocrates*	
	Moyenne de la sympathie pour les républicains	T-test par rapport à l'hypothèse d'une apathie envers l'adversaire	Moyenne de la sympathie pour les démocrates	T-test par rapport à l'hypothèse d'une apathie envers l'adversaire
Intéressés, au maximum diplômés de *High School*	40,5	– 3,5 ***	36	– 4 ***
Intéressés, au moins niveau *College*	36	– 7 ***	31,5	– 9,5 ***
Peu intéressés, au maximum diplômés de *High School*	43	– 4,5 ***	43	– 3 ***
Peu intéressés, au moins niveau *College*	40,5	– 7 ***	43	– 4,6 ***

Quel que soit le niveau de sophistication politique, la température moyenne pour le parti adverse est toujours largement inférieure à 50°, donc toujours du côté de l'antipathie pour le parti adverse. La très grande majorité des électeurs américains dispose ainsi à la fois d'un repère politique positif et d'un repère négatif. Le parti adverse a donc bien une existence cognitive, même pour les moins politisés. Par conséquent, les Américains ne dépendent pas uniquement de leur parti préféré pour élaborer leurs opinions politiques et disposent des moyens cognitifs suffisants pour raisonner politiquement sur le politique [1].

1. En France, nous disposons d'autres questions pour mesurer le repérage négatif (comme l'exclusion de voter pour certains partis ou le parti dont les individus se sentent le plus éloignés). Nous ne les présenterons pas ici, mais on constate que le modèle de la sophistication est encore moins influent quand il s'agit de déterminer un parti repoussoir que pour désigner un parti préféré (cf. Vincent Tiberj, « Le choix d'un président : les modes d'évaluation des électeurs français (1995) et américains (1996) », thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 2002, p. 210-222).

On peut donc considérer généralement que les électeurs, même les moins politisés, disposent des catégories cognitives nécessaires à l'appréhension du politique en tant que champ spécialisé, ce qui n'allait pas de soi. Une des conditions nécessaires à l'application du modèle de l'électeur raisonnant est donc remplie.

Mais disposer des éléments nécessaires à l'élaboration d'une cognition spécifiquement politique n'implique pas forcément d'en faire usage. Encore faut-il que les électeurs mobilisent ces catégories cognitives, plutôt que d'autres moyens pour hiérarchiser leurs préférences. Converse en identifiait quatre : l'idéologie, les groupes sociaux, les enjeux et les personnalités. Il se peut que l'influence de la sophistication politique n'intervienne pas dans la maîtrise de chacun d'eux (l'idéologie n'étant accessible qu'aux plus sophistiqués, la personnalité aux plus ordinaires), mais plutôt dans la capacité à les mobiliser au moment d'un choix politique. Les questions utilisées par Converse portaient sur ce que les électeurs américains de 1956 aimaient ou n'aimaient pas chez les deux candidats à la présidentielle. Ces résultats peuvent provenir de « l'initialisation » (« *priming* ») [1] ou non par les répondants de certains de leurs moyens de hiérarchisation des candidats plutôt que d'autres. Les résultats obtenus précédemment ne sont pas alors suffisants : quel est l'intérêt de maîtriser les catégories politiques si elles ne sont pas utilisées ?

Généralement, on constate que plus le niveau de sophistication est bas, plus grandes sont les chances que les opinions déclarées par les individus soient en contradiction avec leurs préférences politiques. C'est le principe de cohérence et de structuration des opinions que Converse avait remarqué chez les citoyens les plus politisés, mais non dans le reste de l'électorat américain. Les citoyens ordinaires font preuve d'une moindre consistance idéologique sur nombre de sujets de société, se prononçant moins souvent conformément aux positions défendues par les partis ou le camp dont ils se sentent proches que leurs homologues plus sophistiqués. Par exemple, Sniderman, Jackman et Tiberj ont montré qu'à une question sur le montant des allocations chômage en France, plus les électeurs étaient diplômés et intéressés par la politique, plus grandes étaient leurs chances de répondre conformément à leurs préférences politiques déclarées : dans le sens d'une augmentation s'ils étaient de gauche, dans le sens d'une diminution s'ils étaient de droite [2].

Ceci s'explique notamment par le fait que les moins politisés des citoyens sont moins à même de décoder les implications politiques de certaines questions auxquelles ils sont confrontés et qu'ils suivent moins les débats politiques – *a fortiori* quand aucune mention n'est faite de prises de position de *leaders* politiques [3]. Ils recourent alors moins souvent à l'inférence idéologique [4], utilisant alors d'autres modes de production des opinions (comme l'inférence morale), et sont plus sensibles à la manière dont la question est posée [5].

1. Le « *priming* » est un processus cognitif de « mise en route » d'un schéma, d'une manière d'évaluer et/ou de prendre une décision. Cela implique que l'individu ait à effectuer cette tâche plus ou moins régulièrement, pour que la procédure suivie soit « cristallisée » en mémoire.

2. Paul Sniderman, Simon Jackman, Vincent Tiberj, « Argumentation et raisonnement politique », dans Gérard Grunberg, Nonna Mayer, Paul Sniderman (dir.), *op. cit.*, p. 239-272.

3. Cf. Paul Sniderman, « Taking Sides : A Fixed Choice Theory of Political Reasoning », dans Arthur Lupia, Mathew McCubbins, Samuel Popkin (eds), *op. cit.*, p. 67-84.

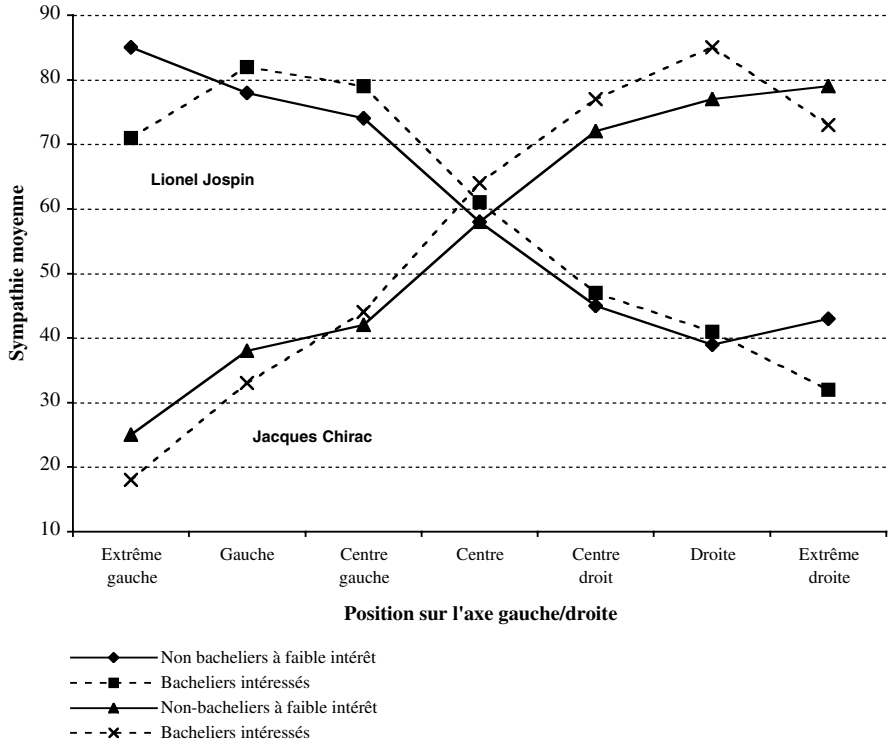
4. Cf. Philip Converse, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », dans David Apter (ed.), *Ideology and Discontent*, New York, Free Press, 1964.

5. John Zaller, *op. cit.*

UN USAGE DES CATÉGORIES POLITIQUES : LA SYMPATHIE POUR LES CANDIDATS EST-ELLE POLITIQUE ?

Mais est-ce toujours le cas ? Il semble que non. Pour le démontrer, nous prendrons l'exemple de la sympathie pour les deux grands candidats des élections de 1995 et 1996. *A priori*, si l'on suit les tenants du paradigme minimaliste, les électeurs les moins politisés, même s'ils disposent de catégories politiques, devraient être plus sujets à l'effet de la personnalité des candidats dans leur évaluation d'une sympathie ou d'une antipathie, laissant au second plan, voire de côté, la question de leur distance politique avec les candidats. Cela serait moins le cas des citoyens les plus politisés, qui ont plus de chances de juger les candidats en fonction de références idéologiques (que ce soient les leurs ou celles des candidats). D'ailleurs, les électeurs sophistiqués ayant une meilleure connaissance des conceptions socialement admises de ce que doit être le politique, ils tendront à se conformer à l'idéal de *ratiocratie* (le politique devant être le domaine de la raison [1]), idéal qui fait de la personnalité une dimension d'évaluation illégitime. Ce postulat peut être d'autant plus vérifié que le libellé des questions « cadre » plutôt la réflexion des individus sur la dimension personnelle et ne fait pas explicitement mention du positionnement politique des candidats [2].

Graphique 4 : Sympathie moyenne pour les grands candidats à la présidentielle française

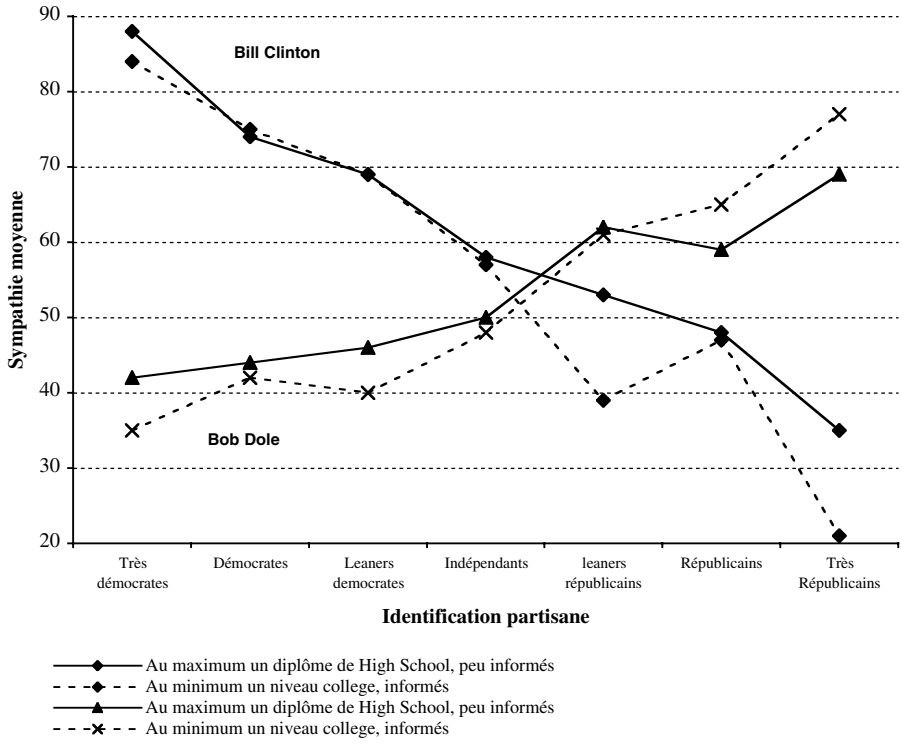


1. Pour un aperçu du débat, cf. notamment George Marcus, W. Neuman, Michael MacKuen, *op. cit.*

2. La seule mention « politique » dans les deux pays est celle de l'élection présidentielle.

Compte tenu du profil des courbes de sympathie, pour les Français interrogés les moins politisés, la sympathie ou l'antipathie pour les grands candidats est avant tout politique (graphique 4). Est jugé sympathique le grand candidat de leur camp et antipathique le candidat du camp adverse. La distance politique entre les individus et Lionel Jospin ou Jacques Chirac est donc très souvent prise en compte dans l'appréciation de leur personnalité, au détriment des autres éléments pouvant peser sur ce sentiment, comme les traits de caractère, clairement réduits à la portion congrue. De plus, dans la plupart des cas, ils ne se distinguent pas ou peu des citoyens les plus politisés, comme le montre le profil général des courbes définies par le niveau de sophistication. D'ailleurs, les écarts entre les moyennes recueillies sont, dans leur grande majorité, insuffisants pour être statistiquement significatifs. On a ici confirmation de l'importance des logiques positive et négative du raisonnement politique, l'antipathie étant bien le résultat d'un raisonnement par la négative, la sympathie, d'un raisonnement positif. De plus, dans certains cas, l'utilisation des catégories politiques ne reflète pas les inégalités induites par le niveau de sophistication politique [1]. Même dans des cas où la référence politique est absente du stimulus constitué par la question, les électeurs réputés ordinaires peuvent donc raisonner selon des principes idéologiques.

Graphique 5 : Sympathie moyenne pour les candidats à la présidentielle américaine



1. C'est le cas pour les grands candidats, mais il existe des différences importantes pour certains petits candidats, comme Philippe de Villiers ou Dominique Voynet. Le niveau de sophistication politique influe sur la connaissance des candidats, mais s'ils sont connus des individus, le jugement par le politique est autant utilisé par les citoyens ordinaires que les citoyens sophistiqués (cf. Vincent Tiberj, thèse citée, p. 360-377).

Pour les États-Unis, les résultats sont sensiblement les mêmes, alors qu'on aurait pu s'attendre à un effet moins massif des préférences politiques, compte tenu de l'usage plus poussé des techniques de marketing politique (cf. graphique 5). On retrouve une forte influence de l'identification partisane sur l'expression d'un affect pour les grands candidats : généralement, de la sympathie pour le candidat de son camp et de l'antipathie pour le candidat du parti adverse. Encore une fois, les écarts de moyenne en fonction du niveau de sophistication sont, dans la plupart des cas, statistiquement non significatifs. Un probable « effet sortant » semble plutôt à l'œuvre. Bill Clinton est préféré par les indépendants et considéré en moyenne comme sympathique par les *leaners* [1] républicains peu politisés et comme peu antipathique par les républicains, quel que soit leur niveau de politisation (environ 48°F en moyenne). Dans les trois derniers cas, Bob Dole reste largement en tête de leurs préférences, mais le président sortant n'était toutefois pas aussi impopulaire dans l'électorat républicain que semblaient le penser les élites du Great Old Party et les médias conservateurs.

**

Les électeurs français et américains, même les moins impliqués dans la vie politique de leur pays, disposent des moyens cognitifs nécessaires pour l'appréhender selon des logiques qui lui sont propres, même si la structure des catégories politiques accessibles diffère entre les deux communautés. Les électeurs français, quel que soit leur niveau de sophistication politique, peuvent raisonner en mobilisant simultanément l'axe gauche/droite (ce qui, d'ailleurs, relativise l'opinion selon laquelle il serait aujourd'hui dépassé) et les partis politiques. En revanche, on constate une différence notable entre les Américains ayant suivi une scolarité dans le supérieur et le reste de l'électorat quant à la maîtrise de l'axe libéral/conservateur : seuls les premiers le maîtrisent. Les catégories politiques utilisées par les électeurs ordinaires outre-Atlantique sont plutôt fondées sur les deux grands partis et les rapports positif et négatif que les électeurs entretiennent avec eux.

Ainsi, on peut constater l'influence du système politique lui-même sur la manière dont les choix politiques sont construits et sur les outils cognitifs que les électeurs mobilisent pour les effectuer. En France, par exemple, ne disposer que du rapport à deux grands partis ne permettrait pas de faire certains choix électoraux, ne serait-ce que par le jeu mécanique du mode de scrutin ou par les systèmes d'alliances qui ne garantissent pas la présence automatique d'un candidat par parti ; il est donc nécessaire de maîtriser plusieurs types de catégories politiques. Aux États-Unis, en revanche, la plupart des choix électoraux sont construits autour de l'affrontement républicains/démocrates, l'axe libéral/conservateur n'a donc pas la même nécessité que dans l'Hexagone. Ne pas le maîtriser n'obère donc pas la capacité à effectuer un choix électoral.

Nous pouvons donc apporter notre contribution au débat entre Annick Percheron, Philip Converse et Michael Lewis-Beck, notamment autour des repères qui pèsent le plus sur le vote en France : l'axe gauche/droite ou la préférence partisane [2] ? Dans les scrutins à deux tours, la structure des candidatures au premier tour fait que l'électeur ne peut généralement se limiter à l'utilisation d'une dichotomie gauche/droite (voire

1. Il s'agit d'individus qui ne s'identifient à aucun des deux grands partis, mais admettent pencher pour l'un ou l'autre.

2. Cf. note 2, p. 266.

une tripartition gauche/droite/extrême droite), mais doit disposer de repères à l'intérieur des camps, les partis par exemple, pour saisir les logiques de concurrence à l'œuvre et ainsi opérer un choix. Au second tour, en revanche, si le candidat de son parti n'est pas présent, le repérage par l'axe gauche/droite devient nécessaire. Les deux types de repères peuvent donc être considérés comme complémentaires plutôt que concurrents, leurs champs d'application dans le raisonnement politique étant largement imbriqués.

Enfin, la personnalité des candidats est bien souvent utilisée comme mode d'explication du choix électoral des moins sophistiqués, à la différence des plus politisés, qui se prononceraient à travers le prisme de l'idéologie. Or, personnalités des candidats et préférences politiques sont plus fortement corrélées qu'on ne le suppose habituellement, tout au moins au moment du vote. Ce résultat incite à revoir les conceptions généralement admises de la personnalisation de la vie publique, dont on considère souvent qu'elle trouble la relation entre préférences politiques et choix électoral. Sur cette scène politique, où l'image tend à devenir hégémonique, le politique continue de peser. De plus, la similarité des résultats d'un pays à l'autre ne peut qu'encourager à relativiser l'incidence sur les électeurs américains des techniques de marketing politique, pourtant autrement plus utilisées outre-Atlantique que dans l'Hexagone.

Les conditions nécessaires à la validation du modèle de l'électeur raisonnant sont donc remplies, au moins pour les deux élections étudiées. C'est notamment le cas pour la condition de maîtrise de catégories politiques, globalement bien répartie dans les électorats nationaux. L'exemple de la sympathie pour les grands candidats permet de montrer que, même dans le cas d'un électeur peu informé et peu impliqué en politique, la conclusion d'un processus d'évaluation d'une personnalité peut être en cohérence avec les préférences politiques déclarées – cette cohérence n'étant d'ailleurs pas le fruit du hasard – et être rationnel en résultat, puisqu'il aboutit généralement à préférer le candidat le plus proche politiquement.

L'usage de ces catégories dans les cognitions politiques est pourtant variable et c'est à travers cette variance que l'on trouve un mode important d'influence du niveau individuel de sophistication politique. Dans certains cas, son effet est massif et la littérature en sociologie politique fourmille d'exemples de ce type ; dans d'autres, il est réduit à la portion congrue, c'est particulièrement le cas dans l'analyse présentée ici. Ceci ne peut qu'amener à revoir la conception traditionnellement admise de la sophistication politique, notamment sa dimension statutaire, comme caractéristique stable de l'individu. La distinction entre citoyens ordinaires et sophistiqués ne vaut que dans certains cas, il est donc nécessaire de l'appréhender dans une dimension dynamique dépendant probablement des conditions du choix politique que les électeurs sont amenés à effectuer, en particulier le contexte dans lequel il s'exerce ou la manière dont certaines questions de sondage sont posées, par exemple. En cela, on ne peut que souligner l'importance du rôle de l'offre politique, qui peut permettre, à condition de jouer le jeu, de réanimer les préférences politiques des électeurs, de les placer au centre du processus d'évaluation des candidats et donc de politiser le choix électoral.

Les données utilisées ici ont été recueillies lors de deux moments politiques particuliers : des élections présidentielles, qui constituent un temps politique « extraordinaire » pendant lequel le politique devient prépondérant. La multiplication des messages politiques et l'augmentation des informations politiques dans les médias ont probablement un effet sur les cognitions individuelles, par l'effet d'agenda, mais également par un effet de *framing* (la manière dont l'individu doit

penser l'élection [1]). D'où un recours plus fréquent aux catégories politiques dans les raisonnements qui s'y rapportent.

Tableau 4. L'effet campagne sur la sympathie pour les deux candidats à la présidentielle de 1980 (corrélations)

	Peu diplômés peu intéressés		*Diplômés intéressés par la politique*	
	Janv.-février 1980	Sept.-octobre 1980	Janv.-février 1980	Sept.-octobre 1980
Identification partisane/sympathie pour Jimmy Carter	– 0.31	– 0.47	– 0.35	– 0.45
Identification partisane/sympathie pour Ronald Reagan	0.24	0.31	0.37	0.49

Pour preuve, nous avons utilisé le panel mené par les NES en 1980. Comme l'indique le tableau qui s'y rapporte [2], on constate un mouvement similaire vers une lecture politique des candidats de plus en plus forte, à mesure qu'on se rapproche de l'issue du scrutin. Jimmy Carter et Ronald Reagan sont de plus en plus appréciés en fonction de l'identification partisane des électeurs américains. Ce mouvement touche d'ailleurs autant les électeurs sophistiqués que les citoyens les moins instruits et intéressés par la politique. La couverture par les médias des campagnes présidentielles et des oppositions qui les constituent, ainsi que le débat politique font que les électeurs « à temps partiel », qui constituent l'essentiel des membres d'une communauté politique, réactivent leurs préférences politiques, généralement moins prégnantes dans les temps politiques ordinaires, relativisant ainsi les effets de la sophistication politique [3].

Vincent Tiberj est chargé de recherche au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). Il a également fait partie de l'équipe de recherche en charge de l'enquête Démocratie. Il a publié (avec Jean Chiche, Florence Haegel) « La fragmentation partisane », et (avec Paul Sniderman, Simon Jackman) « Argumentation et raisonnement politique », dans Nonna Mayer, Gérard Grunberg, Paul Sniderman (dir.), *La démocratie à l'épreuve, une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002 ; (avec Jean Chiche, Nonna Mayer) « Une enquête expérimentale sur la démocratie : l'effet enquêteur », dans SOFRES, *L'état de l'opinion 2002*, Paris, Le Seuil, 2002. Il a également participé à l'ouvrage *Les étudiants de Sciences Po : leurs idées, leurs valeurs, leurs cultures politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, et à l'enquête « Émotion et Politique ». Ses recherches portent sur la sociologie et la psychologie des choix politiques, la sociologie électorale américaine et française, les statistiques et la méthodologie des enquêtes d'opinions (Cevipof, 10 rue de la Chaise, 75007 Paris <vincent.tiberj@sciences-po.fr>).

1. Cf. Jacques Gerstlé, « L'information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture », *Revue française de science politique*, 46 (5), octobre 1996, p. 731-753.

2. Ne sont intégrées, dans l'analyse, que les personnes interrogées ayant répondu aux vagues d'enquête, l'effet constaté dans le tableau n'est donc pas dû à une modification de l'échantillon entre les deux entretiens.

3. L'auteur tient à remercier Nonna Mayer, Cécile Riou et Élisabeth Dupoirier pour leur attention et leur disponibilité, leurs relectures attentives et leurs critiques bienveillantes.

RÉSUMÉ/ABSTRACT

COMPÉTENCE ET REPÉRAGE POLITIQUES EN FRANCE ET AUX ÉTATS-UNIS : UNE CONTRIBUTION AU MODÈLE DE « L'ÉLECTEUR RAISONNANT »

Depuis les premières grandes enquêtes électorales françaises et américaines, nombre d'auteurs ont mis en doute la capacité des citoyens « ordinaires » à remplir les conditions nécessaires pour se conformer au modèle normatif d'un citoyen informé et intéressé par la politique, à même de raisonner et de choisir politiquement. Depuis le début des années 1990, aux États-Unis, s'est développé sur les fondations du paradigme minimaliste, qui postule la non-sophistication de la majorité des électeurs, un modèle alternatif : l'électeur raisonnant, *soit un individu qui raisonne en politique dans le cadre de la rationalité limitée d'Herbert Simon. Cependant, plusieurs critiques de ce modèle sont apparues, notamment au regard de la rationalité des décisions prises dans ce cadre théorique. Nous proposons dans cet article de tester une des conditions nécessaires à la validation du modèle en nous centrant sur la maîtrise et l'utilisation des catégories politiques en France et aux États-Unis.*

POLITICAL COMPETENCE AND PERCEPTION IN FRANCE AND THE UNITED STATES : A CONTRIBUTION TO THE « REASONING VOTER » MODEL

Since the emergence of American and French electoral surveys, numerous scholars have questioned ordinary citizens' ability to fulfil the conditions required to conform to the rational-active citizen model, both informed and interested in politics, and able to politically reason and choose. In the beginning of the nineties, some US scholars, drawing on the minimalist paradigm, developed an alternative model of citizen: the reasoning voter, i.e. an individual able to reason under the framework of Herbert Simon' s bounded rationality. However several critics have since emerged based on the validity of decision making under such conditions. This paper's main objective is to test what is considered a compulsory condition for this model to be validated, focusing on the command and the use of political categories in France and the United States.

ANNEXE 1. LIBELLÉS DES QUESTIONS UTILISÉES,
PAR ORDRE D'UTILISATION DANS LE TEXTE

- On classe habituellement les Français sur une échelle de ce genre qui va de la gauche à la droite. Vous, personnellement, où vous classeriez-vous sur cette échelle ? (consigne à l'enquêteur : tendre l'échelle)
  Gauche |1| |2| |3| |4| |5| |6| |7| Droite

- We hear a lot of talk these days about liberal and conservatives. Here is a 7-point scale on which the political views that people might hold are arranged from extremely liberal to extremely conservative. Where would you place yourself on this scale, or haven't you thought much about this ?
  Extremely liberal |1| |2| |3| |4| |5| |6| |7| extremely conservative

- Diriez-vous que vous êtes plutôt de gauche, plutôt de droite, ni de gauche ni de droite ?

- Sur cette échelle, qui va de la gauche à la droite, où classeriez-vous les candidats suivants :
  (consigne à l'enquêteur : tendre l'échelle)
  Gauche |1| |2| |3| |4| |5| |6| |7| Droite
  Édouard Balladur
  Philippe de Villiers
  Jacques Chirac
  Robert Hue
  Lionel Jospin
  Arlette Laguiller
  Jean-Marie Le Pen
  Dominique Voynet

- Et où classeriez-vous les partis suivants ?
  (consigne à l'enquêteur : tendre l'échelle)
  Gauche |1| |2| |3| |4| |5| |6| |7| Droite
  Le Front national
  Les écologistes
  Le Parti socialiste
  Le RPR
  L'UDF

- Where would you place Bill Clinton / Bob Dole / Ross Perot / The Republican Party / The Democratic Party on this scale ?
  Extremely liberal |1| |2| |3| |4| |5| |6| |7| extremely conservative

- Voici une liste de partis ou de mouvements politiques. Pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ?
  Parti communiste
  Extrême gauche

Parti socialiste
Radical
Génération Écologie
Verts-Écologie
UDF
RPR
Mouvement pour la France
FN

- Generally speaking, do you usually think of yourself as a Republican, a Democrat or what ?

- (if independent / other) Do you think of yourself as closer to the Republican Party or to the Democratic Party?

- Je vais vous lire le nom des candidats à l'élection présidentielle. Pour chacun, j'aimerais que vous me disiez quel est votre degré de sympathie à son égard en vous servant de ce thermomètre qui varie de 0 à 100°, 0° exprime l'antipathie maximum, 100° la sympathie maximum, 50° ni sympathie ni antipathie. (consigne : tendre l'échelle).
  Lionel Jospin
  Jacques Chirac

- I'd like to get your feeling toward some of our political leaders and other people who are in the news these days. I'll read the name of a person and I'd like you to rate that person using something we call the feeling thermometer. Ratings between 50 and 100 degrees mean you feel favorable and warm toward the person. Ratings between 0 degree and 50 degrees mean that you don't feel favorable toward the person and that you don't acre to much for that person. You would rate the person at the 50 degrees mark if you don't feel particularly warm or cold toward this person. If we come to a person whose name you don't recognize, you don't need to rate that person. Just tell me and we'll move on to the next one.
  (*consigne à l'enquêteur* : probe for don't know response : when you say "don't know" do you mean that you don't know who the person is or do you have something else in mind ?)

  Bill Clinton
  Bob Dole
  Ross Perot
- Still using the thermometer, how would you rate
  The Democratic Party
  The Republican Party

ANNEXE 2. RÉSULTATS DÉTAILLÉS DES RÉGRESSIONS LOGISTIQUES

	B	E.S.	Exp(B)
INTÉRÊT POLITIQUE			
Pas du tout intéressés	– 1,284***	0,504	0,277
Peu intéressés	– 0,229	0,508	0,795
Assez intéressés	0,646	0,573	1,907
Très intéressés	a		
Constante	4,53***	0,45	92,8

	B	E.S.	Exp(B)
NIVEAU D'ÉTUDE			
Moins de 11ans d'études	– 2,136***	0,279	0,118
Diplômés de High School	– 1,484***	0,251	0,227
Niveau Collège	– 0,765***	0,268	0,465
Titulaires d'au moins un BA	a		
SEXE			
Homme	0,368***	0,151	1,445
Femme	a		
INTÉRÊT POLITIQUE			
Très intéressés	0,785***	0,221	2,192
Intéressés	0,294	0,185	1,341
Pas intéressés	a		
INFORMATION POLITIQUE			
Info --	– 3,302***	1,01	0,037
Info -	– 2,841***	1,005	0,058
Info moyenne	– 2,604***	0,998	0,074
Info +	– 2,038**	0,998	0,13
Info ++	a		
ORIGINE ETHNIQUE			
WASP	0,489***	0,167	1,63
Minorités ethniques	a		
Constante	4,064***	1,026	58,212

a : modalité de référence
*** significatif à 0.01
** significatif à 0.05
* significatif à 0.1

	B	E.S.	Exp(B)
REVENU MENSUEL			
De moins de 2 000 F à 4 500 F	– 0,29	0,194	0,748
de 4 501 F à 10 000 F	–,424**	0,168	0,654
de 10 001 F à 20 000 F	–,251	0,167	0,778
Plus de 20 000 F	a		
AGE			
de 18 à 27 ans	–,338****	0,128	0,713
de 28 à 45 ans	–,268**	0,114	0,765
de 46 à 60 ans	0,256*	0,145	1,292
Plus de 60 ans	a		
INTÉRÊT POLITIQUE			
pas du tout intéressés	– 1,881***	0,193	0,153
peu intéressés	– 1,024***	0,18	0,359
assez intéressés	– 0,363**	0,184	0,696
Très intéressés	a		
SEXE			
Homme	– 0,21**	0,088	0,81
Femme	a		
Constante	2,832***	0,234	16,977

	B	E.S.	Exp(B)
INTÉRÊT POLITIQUE			
Très intéressés	0,521**	0,221	1,684
Intéressés	– 0,02	0,201	0,98
Pas intéressés	a		
NIVEAU D'ÉTUDE			
Moins de 11 ans d'études	– 0,935***	0,256	0,393
Diplômés de High School	– 0,962***	0,177	0,382
Niveau Collège	– 0,208	0,182	0,812
Titulaires d'au moins un BA	a		
INFORMATION POLITIQUE			
Info--	– 0,861**	0,394	0,423
Info-	– 0,928***	0,344	0,395
Info moyenne	– 0,636**	0,313	0,53
Info +	– 0,794***	0,301	0,452
Info ++	a		
ORIGINE ETHNIQUE			
WASP	0,313*	0,176	1,367
Minorités ethniques	a		
Constante	1,584***	0,374	4,877

	B	E.S.	Exp(B)
REVENU MENSUEL			
De moins de 2 000 F à 4 500 F	– 0,64***	0,243	0,527
de 4 501 F à 10 000 F	– 0,568***	0,221	0,566
de 10 001 F à 20 000 F	– 0,335	0,222	0,715
Plus de 20 000 F	a		
AGE			
de 18 à 27 ans	– 0,324**	0,149	0,723
de 28 à 45 ans	– 0,101	0,136	0,904
de 46 à 60 ans	0,315*	0,175	1,37
Plus de 60 ans	a		
INTÉRÊT POLITIQUE			
pas du tout intéressés	– 1,888***	0,226	0,151
peu intéressés	– 0,771***	0,22	0,463
assez intéressés	– 0,108	0,23	0,897
Très intéressés	a		
Constante	3,237***	0,287	25,445

	B	E.S.	Exp(B)
INFORMATION POLITIQUE			
Info --	– 2,064***	,750	,127
Info -	– 1,434	,759	,238
Info moyenne	– 1,164	,741	,312
Info +	– 1,372*	,734	,254
Info ++	a		
INTÉRÊT POLITIQUE			
Très intéressés	1,781***	,353	5,934
Intéressés	,550**	,230	1,732
Pas intéressés	a		
Constante	3,133***	,736	22,944

a : modalité de référence
*** significatif à 0.01
** significatif à 0.05
* significatif à 0.1